

Crise au Burundi : Nkurunziza recadré par l'Union africaine

La Libre Belgique, 02 mars 2016 Burundi La mission de chefs d'Etat africains, de retour de Bujumbura, appelle à un dialogue "sans pré-conditions" et respectant l'Accord d'Arusha. La délégation de chefs d'Etat africains (photo de la semaine dernière au Burundi par l'Union africaine (UA) pour convaincre le président Nkurunziza de dialoguer avec son opposition a publié lundi soir un communiqué invitant "toutes les parties prenantes à la crise burundaise à prendre part à ce dialogue, sans pré-conditions et dans le strict respect de l'Accord de paix d'Arusha".

Obstination messianique à rester au pouvoir Ce communiqué est un revers pour le président Nkurunziza, dont l'obstination messianique (il se croit choisi par Dieu pour diriger le Burundi et se compare à Jésus) à se maintenir au pouvoir pour un troisième mandat - formellement interdit par l'Accord de paix d'Arusha (2000) - a plongé le pays dans une profonde crise. Quelque 250 000 personnes ont fui dans les pays voisins. Le chef d'Etat burundais a refusé jusqu'ici de dialoguer avec les principaux partis d'opposition, regroupés dans le Cnared (Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha et de l'Etat de droit au Burundi), qu'il accuse de "terrorisme". Le communiqué des chefs africains, en outre, "encourage" le médiateur ougandais, le président Yoweri Museveni, "à annoncer d'ici mars la date pour la reprise immédiate du dialogue inter-burundais", pratiquement boycotté jusqu'ici par Bujumbura en raison de la présence de toute l'opposition. Le président sud-africain Zuma rectifie. Si cette prise de position est un échec pour le président Nkurunziza, elle est aussi une correction de ce qu'avait dit le président sud-africain, Jacob Zuma. Ce dernier, qui dirigeait officiellement la délégation de chefs d'Etat africains, est resté un jour de plus que ses homologues à Bujumbura. A son départ, samedi, il a fait un discours au nom de la délégation - à la "grande surprise de l'UA" qui travaillait déjà sur le communiqué publié ce lundi soir, indique l'Agence France Presse, citant un diplomate africain, le président Zuma se contentait de réclamer, au nom de l'UA, un "dialogue inclusif" avec "tous les acteurs importants" de la crise et ne fixait aucune date pour le début du dialogue. Position que le régime de Bujumbura s'attendait à saluer, voulant y voir une restriction aux seuls opposants acceptés par lui et une remise sine die du dialogue. Ce dernier a réclamer également par le secrétaire général de l'Onu, M. Ban Ki-Moon, la semaine dernière. Le ministre burundais des Relations extérieures, Alain Nyamitwe, a d'ailleurs réagi à ce revers par un tweet (en anglais) significatif lundi soir : "La délégation de haut niveau était dirigée par un chef d'Etat, le président Jacob Zuma, qui a lu une déclaration à la presse. C'est celle-ci, et rien d'autre, qui nous lie." Sans expliquer comment une déclaration individuelle à la presse pourrait primer sur un communiqué officiel de l'UA. MARIE-FRANCE CROS